



## **Marathon TRANS-EUROPA**

Association régie par la loi de 1901

Siège social : 2, rue des écoles – Fontenet – 17400 SAINT JEAN D'ANGELY

**Bureaux : 41, rue Alexandre Yersin - POITIERS**

Tél. 06 74 84 59 54

E-mél : [mte.france@wanadoo.fr](mailto:mte.france@wanadoo.fr)

**Monsieur Thierry BRETON**

Ministre de l'Economie et des Finances

Réf. GD/MTE. 186 - Economie / TB 1

139, rue de Bercy

75572 - PARIS – CEDEX 12

Tél. 01 40 04 04 04

**Objet : Soutien URGENT à des citoyens lucides et porteurs de projets utiles**

A l'égale attention de Messieurs **Jean-Louis BORLOO,**  
**Dominique CAHU,**  
**Jacques CHIRAC,**  
**Dominique De VILLEPIN,**  
**Gilles GRAPINET,**  
**Gérard LARCHER,**

Pour le Poitou-Charentes

**Albert AGUILERA,**  
**Philippe DOMAS,**  
**Patrick FALZONE,**  
**Max MARTINEU,**  
**Bernard PREVOST,**  
**Guy SEGUELA,**  
**Bernard TOMASINI,**  
**Gil VAUQUELIN,**

Ministre de l'Emploi et de la Cohésion sociale,  
Chef de Cabinet de Monsieur Breton,  
Président de la République,  
Premier Ministre,  
Directeur de Cabinet de Monsieur Breton,  
Ministre Délégué à l'Emploi et au Travail,

Trésorier – Payeur – Général de Charente – Maritime,  
Commandant de Police Judiciaire qui suit le dossier pour le 86,  
Directeur du Centre des Impôts de Royan  
Trésorier – Payeur – Général de la Région Poitou – Charentes et du 86,  
Préfet de la Région Poitou-Charentes,  
Directeur Régional du Travail et de l'Emploi,  
Préfet de la Charente – Maritime,  
Directeur Régional de la Caisse des Dépôts et Consignations.

**« Il n'y rien d'aussi dégradant que le constant souci des moyens d'existence.  
L'argent est semblable à un sixième sens  
Sans lequel vous ne pouvez pas faire un usage complet des 5 autres ».**  
Somerset Maugham

Poitiers, ce lundi 3 octobre 2005

Monsieur le Ministre,

Le 23 septembre dernier au matin sur France – Inter, nous avons écouté vos propos avec une attention extrême, illustrant dans un raccourci saisissant, pêle – mêle : le mal-être des Français qui ne vivent pas « au-dessus de leurs moyens avec 1000 € par mois (dixit une auditrice qui vous portait la contradiction)... la lecture « rassurante », pour vous, des indicateurs macro-économiques ... le lancement d'un Nième observatoire concernant le pétrole ... la « nécessité » de réinvestir 113 millions d'€ dans « l'auto-sabordage » de la SNCM, après les 65 millions d'€ de l'an passé (et à la suite des sommes « colossales » des années précédentes) ... votre volonté d'investir pour l'avenir, etc, etc ...

Alors que des millions de Français, au cœur de la tragédie économique qui les frappe, vivent avec moins de 400 € mensuels (ou sans aucune ressources) ... que des dizaines de milliers d'autres se débattent dans les dépressions et la psychiatrie (avec les coûts inhérents pour notre système de santé) ... que des milliers d'autres flirtent avec « les suicides économiques » (que nous ne supportons plus) ... en pataugeant loin des indicateurs dans une micro-économie désespérante et glissant vers l'inexistence ... avec nul besoin d'observatoires pour le constater, que de rester, présentement et en sus, consternés par les délires gestionnaires de l'Etat (NB1) ... compris 15 millions de « terroristes » en puissance en France, s'il est vrai que l'injustice et la misère les engendrent.

L'Etat renfloue aussi d'autres entreprises s'activant à produire des pertes, dites-vous ?

Lesquelles ?... Combien ?... pour quel montant ?... **ne croyez-vous pas qu'il en suffit de combler systématiquement les déficits des entreprises d'Etat et assimilés au détriment de l'esprit d'entreprise et des porteurs de projets, lucides et innovants et, bien que meurtris, s'accrochant eux aussi au « bien commun et à l'économie plurielle », envers et contre tout ?**

Monsieur Breton ... nous sommes des dizaines de milliers d'entrepreneurs, injustement ruinés par leurs cautions personnelles sur leurs entreprises, n'acceptant pas la continuation d'une telle irresponsabilité collective « en toute impunité » ... avec Monsieur De Villepin, il vous faut d'urgence faire enfin les réformes que « la France honnête » attend depuis si longtemps, mettre un terme aux pratiques illégales et désastreuses pour notre image de perdants, et pour nos compatriotes qui « en crèvent de honte » (jusqu'à se désintéresser de la Démocratie ou de lapider l'Europe).

NB1. Un rapide florilège pour mémoire, voire pour stigmatiser les esprits oublieux les plus endurecis.

a) avant la nouvelle « histoire Corse » de cette entreprise **SNCM** qui a dilapidé de manière « incroyable » l'argent de l'Etat avec la complicité de syndicats - voyous, sans qu'aucun de ses dirigeants ne fût mis en examen, ni jugé et ni emprisonné ... cette **SNCM**, pour laquelle vous allez encore recapitaliser 130 millions d'€ à fonds perdus après tout cet argent inutilement déjà évanoui pour un syndicat – fripouille (dirigé par des nationalistes – intégristes de la Corse mafieuse, piratant « impunément » un navire, manipulant grossièrement l'Etat responsable des deniers publics, compris ses insultes hurlées aux contribuables marrons, derrière quelques banderoles et quelques feux de bengale pour touristes, avec la complicité de la peur économique pour tous, voire une terreur criminelle entretenue par une omerta d'un autre âge ... jusqu'à tuer les Préfets !)... et au nom de quelle éthique ces plans sociaux royaux en préparation, quand tant de centaines de milliers de salariés sont jetés de leurs entreprises dans le chômage, comme des chiens (les licenciements boursiers des hordes financières en sus, mais désarmants pour l'Etat : tel, présentement : Hewlet-Packard) ?

b) ... il y eut les pertes faramineuses du **GAN**, d'**Honeywell Bull**, de **France – Télécom**, renflouées dans la douleur.

c) ... la bérézina du **GIAT** et ses 2 milliards d'€ de pertes en 12 ans (régulièrement dénoncées par la Cour des Comptes), avec ses fastueux plans sociaux systématiquement renouvelés ... (« l'Etat prendra toutes ses responsabilités », déclarait Mme Alliot-Marie en avril 2003 : 150 millions d'€ de recapitalisation ... TOUS les salariés reclassés ou mis en préretraites : pourquoi eux et pas les autres ? ... tous les maires des villes ruinées réclamant des aides de l'Etat : pourquoi à elles et pas aux autres également sinistrées ?)... à quoi sert-il alors aux médias de se répandre à profusion sur « la gestion calamiteuse de l'Etat actionnaire », « sur son irresponsabilité chronique et sur son incompétence » ... puisque rien ne change.

Nous avons aussi mal vécu ces procès truqués ... d) ... celui du **Crédit Lyonnais** et ses 15 milliards d'€ de pertes vertigineuses et de magouilles imbéciles ... (seulement 18 mois de prison avec sursis pour un Jean-Yves Haberer qui couvrait le scandale, aujourd'hui jouisseur de sa retraite dorée à 25 000 €/ mensuel ... comme Jacques De la Rosière, ancien Gouverneur de la Banque de France, blanchi et pas moins mouillé jusqu'au cou, savourant également ses 300 000 €/ mensuels de retraite méritée ... pas moins mouillé et blanchi que Jean-Claude Trichet, aujourd'hui Président du Directoire de la Banque européenne !)

Bernard Tapie peut récupérer maintenant sans joie ses 145 millions d'€ d'indemnités (eu égard les 580 millions d'€ volés) pour des appréciations « d'attitudes jugées déloyales » par les tribunaux !... suffit-il de changer d'enseigne ?... circulez.

e) ... autant pour cet insupportable procès **ELF**, où Loïc Le Floch Prigen débattait froidement les malversations connues de tous (sans citer naturellement les noms), compris 600 millions détournés pour la classe politique !... Alfred Sirven, récupéré après une inénarrable cavale, avouait 200 millions d'€ sur des comptes suisse avec « Oscar », dont 60 millions en cash ... sans plus s'étendre sur les quelques millions d'€ en babioles avec « ses coquines » en achat d'un ministre corrompu », etc ...

f) ... n'insistons pas trop sur les compromis d'argent débauché et les « mœurs de notre âge » inhibant celui des marchés truqués des « **Lycées d'Ile de France** » où, chacun drapé dans sa dignité outragée (et « non des moindres »), court toujours.

g) ... où d'aucun se souvient aussi qu'Alain Juppé voulait revendre **Alstom à Daewoo** pour « l'euro symbolique » (juste avant sa remarquable déconfiture et la spoliation des Collectivités territoriales primant ses « fausses installations ») ... un Alstom qui renouait bizarrement avec de super-bénéfices peu après (?) ... d'un Alain Juppé, lui-même « échappé de prison », donnant en ce moment des conférences au Canada pour occuper son année d'inéligibilité (et c'est tout, au regard des sommes détournées) !

g) ... où « chacun sait » par ailleurs, que l'Etat remet 600 millions d'€ chaque année pour boucler les retraites de la **SNCF** !

h) ... et que nous réservent les péripéties américaines d'Executive Life et du sieur François Pinault ? ... etc.

Nous pourrions vous en ré-énumérer 10 pages comme cela (dont vous ne pouvez que très bien vous souvenir aussi) ... en vous réitérant de bien vouloir, avec Monsieur De Villepin, mettre un terme à ces hérésies financières qui déshonorent et ruinent l'Etat ... ne serait-ce qu'en montant une campagne médiatique pour dénoncer loyalement à l'opinion, les tricheurs, les profiteurs et « les sommes concernées » (compris le comité d'entreprise d'EDF, etc) ... et en levant les couvercles qui étouffent.

NB2. Dans un contexte de déséconomie en spirale et inégalement mondiale, où les observateurs anonymes (et non moins attentifs) craignent la cessation de paiement pure et dure de l'Etat (voire sa banqueroute, sans les traites affligeantes, tirées à perte de vue sur le dos de nos arrières petits enfants) ... où l'ONU n'existe plus, où l'Europe est à la dérive, etc ... oserais-je poursuivre le langage – vérité d'une victime spoliée, témoin de son temps, et néanmoins co-acteur d'une réparation et d'une destination collective ?

i) Comment « encaisser » le jeu pervers des **Compagnies pétrolières** qui déclarent des profits faramineux (encore 6 milliards d'€ tombés par Total au Ier semestre ... et 100 milliards d'€ pour les 5 premières mondiales) ? ... en ruinant l'automobile.

j) Comment admettre les 38 millions d'€ du chèque de mise en pré-retraite, **offert par Carrefour à Daniel Bernard**, quand 1, 1 million de quinquas en France en sont dépossédés (voire, en sus, privés définitivement d'emplois) ?

k) Pourquoi **Jean-Marie Messier**, dit- Maître du Monde, avec son « business de marionnettes » pour ruiner et « suicider » ses milliers de petits actionnaires, et avec ses indécents stocks-options pour ses cadres, ne dort-il pas en prison ?, etc.

Inqualifiable pour les pauvres, les générations sacrifiées, et tous ceux qui, « injustement vaincus », se font « assassiner ».

l) ... et cette invraisemblable cascade des Ministres des finances raccourcissant les distances et nous déconsidérant aux yeux de l'intelligentsia financière mondiale : Christian Sautter et sa réforme sabordée par des syndicats sans foi ni loi (« se faisant » même LE ministre) ... Dominique Straus-Kahn avec sa cassette Merri ... Laurent Fabius, toujours planté sur ses prévisions (et il n'était pas seul) ... Francis Mer avec son anti-conformisme et « ses refus de devoir de réserves » (par appartenance à la Société civile) ... Hervé Gaymard, avec son loyer ahurissant (et empêtré dans ses justifications délirantes, « occultant » mal son ISF) ... vous-même, Thierry Breton, qui êtes mouillé dans ces histoires malodorantes d'ententes illicites des opérateurs téléphoniques !

**Comment l'Etat peut-il s'être discrédité à ce point, et que nous obligeons en même temps nos jeunes « sans emploi » à flirter avec la rigueur et le devoir de conscience ?**

Pour ce qui nous concerne, et malgré nos blessures multiples (2), nous portons avec une extrême persévérance, un projet participatif et fédérateur, créateur d'activité et d'emplois, à la mesure des problématiques complexes qui désertifient nos territoires, destructurent nos micro-économies locales et le moral de nos concitoyens (Cf. les journaux).

Après un parcours inracontable de difficultés, maintes validations à divers niveaux, locaux, multi-régionaux, nationaux et européens (Cf. les documents joints), une logique conceptuelle nous a convaincus de revenir ancrer un prototype dans sa Région d'origine, celle du Poitou-Charentes (la vôtre aussi).

Nous l'appelons, à tort ou à raison, **Marathon régional pour l'emploi**, (destiné, in fine à devenir un « Marathon Trans-Européen pour l'emploi »), **dont nous revendiquons bien qu'il sera « accoucheur et accompagnateur de projets » et re-créateur d'activité.**

Après 16 nouveaux mois fastidieux, ce dernier 19 septembre, nous venons d'obtenir le soutien financier et politique du Conseil Régional (non sans difficultés, pour cause d'un langage vérité politiquement peu apprécié ... Cf. les courriers qui en attestent) ... et après avoir obtenu l'avis favorable et un consensus du Conseil Economique et Social Régional (Cf. ceux des 14 avril et 26 septembre, dernier).

Nous souhaitons faire partir ce prototype expérimental en avril 2007.

Nous affirmons que cette opération méticuleusement préparée et mûrement raisonnée, s'est donnée les moyens de lutter contre la précarité en proposant des modèles, d'autres pistes et dynamiques gagnantes pour la cohésion sociale et, eu égard les besoins non satisfaits et les dépressions, **nous pensons encore possible d'effectuer un mini - prototype de 3 étapes** (entre Angoulême, La Rochelle et Niort), **dès mai 2006, « si tout le monde veut s'y mettre » et si l'Etat, vous-même, vous voulez bien nous en accorder rapidement les moyens.**

Après le Conseil Régional et avant les Conseils généraux, c'est maintenant à l'Etat en Région de s'engager ... mais rien n'est simple de notre côté : il nous fallait d'abord attendre cet accord « officiel du Conseil Régional » ... puis débattre en Groupe de travail de ces 35 000 € au lieu de 75 000 € (ne prenant même pas en compte les 18 mois de la cellule d'instruction) ... reformuler notre demande et attendre « un certain temps » un versement des fonds ... constater qu'un financement FSE n'aurait pas de probabilité avant plusieurs mois ... alors que **nous vivons dans l'urgence.**

Le dossier gît partout, attendant à tel ou tel endroit que de nouveaux entretiens le ré-explicitent ... qu'un événement veuille bien l'impulser une fois pour toutes ... et immédiatement si nous voulons tenter mai 2006 (Cf. le courrier à Xavier Bertrand) ... en engageant

C'est pourquoi, vous voudrez bien prendre également connaissance des courriers que nous adressons parallèlement à Messieurs Chirac et De Villepin, ainsi qu'à vos collègues du Gouvernement, comme vous concernés (Madame Alliot-Marie, Messieurs Bertrand, Borloo, De Robien, Lamour, Larcher et Sarkozy).

**Nous vous demandons, en accord avec Monsieur De Villepin et Borloo, et sous l'autorité de Monsieur Jacques Chirac, de bien vous mettre en rapport avec Monsieur Bernard Prévost, notre Préfet de Région, Messieurs Séguéla (DRTEF de notre région) et Max Martineu (TPG de notre Région), voire Monsieur Gil Vauquelin, Directeur régional de la Caisse de Dépôts et Consignations, pour débloquer immédiatement des fonds** (cautionnés par l'Etat, sur les subventions et engagements à recevoir), Soit :

- **215 000 €** (les 250 000 € du budget global – les 35 000 € votés par le Conseil Régional ... Cf. aussi, **NB1 et NB2**)
- **35 000 €** (mes avances personnelles, validées par l'AG, au titre du portage du dossier et de Président bénévole)

Comptant sur vous et disponible pour vous renseigner,  
Recevez Monsieur le Ministre, nos salutations respectueusement les meilleures

Le Président  
**Gabriel DELICOURT**